

Convention collective nationale
IDCC : 2978. – AGENCES DE RECHERCHES PRIVÉES

AVENANT DU 19 AVRIL 2018
RELATIF AU STAGE POUR LES TITULAIRES D'UN CQP

NOR : ASET1851173M
IDCC : 2978

Entre :
CNDEP ;
CNSP ARP ;
LDE ;
SNARP ;
OND ;
SAR,
D'une part, et
ODP,
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 10 bis
(Avenant du 19 avril 2018)

Afin de permettre d'acquérir des compétences professionnelles en lien avec la formation obligatoire pour l'obtention du titre de directeur d'agence, notamment par des missions conformes au projet pédagogique de la formation initiale, un stage en agence de recherches privées de 6 mois (qui correspond à un stage de plus de 132 jours, ou de plus de 924 heures) est proposé aux titulaires du CQP avec une gratification brute d'un montant minimum équivalent au montant fixé chaque année en annexe à la convention collective, les hypothèses de gratification minimale à verser sont en annexe de la convention collective à la classe : Enquêteur stagiaire – Titulaire du certificat de qualification professionnelle « CQP – Enquêteur agent de recherches privées », elles sont actualisées chaque année.

Conformément au code de la sécurité intérieure, le stagiaire détenteur du CQP doit être encadré par un professionnel détenteur d'un agrément ou par un maître de stage titulaire d'un titre de « Responsable d'investigations ou d'opérations de recherches privées » ou équivalent.

Un maître de stage peut encadrer au maximum 2 stagiaires. Le stage doit faire l'objet d'un contrat tripartite signé par :

- le stagiaire titulaire du CQP ;
- l'entreprise d'accueil ;

– l’organisme de formation.

Sont obligatoirement joints à la convention de stage :

- l’autorisation du CNAPS pour l’entrée en entreprise afin d’effectuer des activités de sécurité privée ;
- l’autorisation du CNAPS pour l’entrée en formation pour l’obtention du diplôme de directeur d’agence ;
- le certificat d’inscription à une session de formation de directeur des opérations et d’investigations privées.

Fait à Paris, le 19 avril 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

1. Les hypothèses de gratification minimale à verser

NIVEAU D'ÉTUDES	STAGE EN AGENCE inférieur ou égal à 2 mois ⁽¹⁾	STAGE EN AGENCE supérieur à 2 mois et inférieur ou égal à 3 mois ⁽¹⁾	STAGE EN AGENCE supérieur à 3 mois ^{(1) (2)}
CQP « Enquêteur – Agent de recherches privés »	Pas de gratification mini- male à verser Gratification libre, lais- sée à la discrétion de l'agence d'accueil	3,75 € par heure de pré- sence en agence, cor- respondant au seuil de franchise Brut = Net Pas de cotisations sala- riales et patronales	599,39 € par mois cor- respondant à 40 % du Smic ⁽³⁾ À la discrétion de l'agence d'accueil de gratifier son stagiaire au-delà
<p>(1) : consécutifs ou non.</p> <p>(2) : basé sur le Smic applicable au 1^{er} janvier 2018 pour un temps de présence effective de 35 heures hebdomadaire.</p> <p>(3) : soumis aux charges salariales et patronales au-delà de la franchise.</p>			

2. La durée du stage : le décompte de la présence effective

Chaque période au moins égale à 7 heures de présence effective en agence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à 1 jour.

Chaque période au moins égale à 22 jours de présence effective en agence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à 1 mois.

En pratique, cela signifie qu'un stage de 6 mois de présence effective en agence, qui correspond à la durée de stage requise pour prétendre intégrer la formation titre de « Responsable d'investigations et d'opérations de recherches privées », équivaut à un stage de plus de 132 jours, ou de plus de 924 heures.

3. L'exonération de charges correspondant à la franchise

La franchise est la fraction de la gratification qui est exonérée de cotisations et contributions sociales. Cette franchise est déterminée par le produit d'un pourcentage du plafond horaire de la sécurité sociale (15 % de 25 € en 2018, soit 3,75 €) et du nombre d'heures de stage effectué au cours du mois considéré (art. D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale).

À préciser que le montant de la franchise est donc susceptible de varier d'un mois sur l'autre en fonction du nombre d'heures réellement effectué par le stagiaire.

4. Le coût pour l'agence d'accueil

Ci-après quelques estimations du coût pour un stagiaire présent en agence du 2 au 31 juillet 2018, à raison de 7 heures par jour du lundi au vendredi, soit 154 heures en juillet (dans le cadre d'une convention de stage de plus de 2 mois).

	3,75 €/H DE PRÉSENCE effective (hypothèse de gratification pour un stage en agence supérieur à 2 mois et inférieur ou égale à 3 mois)	40 % DU SMIC (hypothèse de gratification minimale pour un stage en agence supérieur à 3 mois)	50 % DU SMIC (hypothèse de gratification supérieure au minimum imposé et laissée à la discrétion de l'agence)
Brut à payer	577,50 €	599,39 €	749,23 €
Net à payer	577,50 €	595,71 €	720,33 €

	3,75 €/H DE PRÉSENCE effective (hypothèse de gratification pour un stage en agence supérieur à 2 mois et inférieur ou égale à 3 mois)	40 % DU SMIC (hypothèse de gratification minimale pour un stage en agence supérieur à 3 mois)	50 % DU SMIC (hypothèse de gratification supérieure au minimum imposé et laissée à la discrétion de l'agence)
Coût pour l'agence (cotisations + charges)	577,50 €	606,18 €	802,47 €

Taux global des cotisations salariales : 16,83 % ;

Taux global des cotisations patronales : 31 %.

5. Nombre de stagiaires par agence d'accueil

Il est à rappeler que le stage professionnel dont il est question ici s'intègre dans le cadre du projet de PASSERELLE de la formation initiale des agents de recherches privées en vue de l'obtention future, pour les détenteurs d'un CQP « Enquêteur – ARP », du titre de « Responsable d'investigations et d'opérations de recherches privées » ; ledit stage a donc, pour but essentiel, d'apporter une application pratique à l'enseignement reçu dans le cadre du CQP en attente de son approfondissement en formation PASSERELLE.

L'entreprise donnera donc au stagiaire toutes occasions et toute formation permettant d'atteindre cet objectif.

L'encadrement des stagiaires doit tenir compte, de la spécificité de l'activité de recherches et du niveau de formation reçu par le stagiaire :

- dans la majorité des cas, le détective-agent de recherches privées travaille seul ;
- le stagiaire de la formation initiale CQP a effectué *a minima* 49 heures de travaux pratiques au cours de la formation théorique (mise en situation sur le terrain en reconstitution de cas réels) suivi d'un stage en entreprise de 8 semaines.

Au regard de ces deux points, l'action de développement des compétences en entreprise nécessite de mettre le stagiaire le plus souvent possible en situation réelle, dans le respect des règles législatives et réglementaires encadrant le stage en entreprise.

Le maître de stage doit obligatoirement être détenteur d'un agrément, d'une carte professionnelle depuis au moins 5 ans, ou être titulaire du titre de « Responsable d'investigations ou d'opérations de recherches privées » ; il doit s'assurer, avant tout, de la licéité et de la sécurité des actions menées par le stagiaire.

Le maître de stage s'engage, autant que faire se peut, à mettre le stagiaire dans les situations professionnelles exigées par la convention de stage, en adéquation avec la pratique professionnelle et l'activité de son agence.